

Département de l'Isère (38)

Commune d'Huez

- Station de l'Alpe d'Huez -

*Aménagement du domaine skiable
« Aménagement de la piste existante
de retour au Quartier des Bergers »*



Maîtrise d'Ouvrage

S.A.T.A.

Av. du Pic Blanc
38750 L'ALPE d'HUEZ
Tél : 04 76 80 30 30
Fax : 04 76 80 48 64



SYMBIOSE ENVIRONNEMENT

101 montée du Vannier - SANGOT
73210 MACOT LA PLAGNE
tél : 06 83 29 77 39
elisabethpedron@me.com

Dossier N°1783

Version 1 - Juillet 2017

Maîtrise d'Œuvre

S.A.T.A.

Av. du Pic Blanc
38750 L'ALPE d'HUEZ
Tél : 04 76 80 30 30
Fax : 04 76 80 48 64

Sommaire

I. INTRODUCTION	4
A. CONTEXTE DE LA MISSION	6
1. CONTEXTE DU PROJET	6
2. PRINCIPE DU PROJET	7
B. LEGISLATION	10
1. CONCERNANT LA REGLEMENTATION DES ETUDES D'IMPACT	10
2. CONCERNANT LES AUTRES REGLEMENTATIONS	11
II. ETAT INITIAL	14
A. MILIEU PHYSIQUE	18
1. SITUATION GEOGRAPHIQUE	18
2. RELIEF ET TOPOGRAPHIE	20
B. MILIEU HYDROLOGIQUE	22
1. EAUX SOUTERRAINES	22
2. EAUX SUPERFICIELLES	23
C. RISQUES NATURELS	26
1. LES ZONAGES DE RISQUES	26
2. LE RISQUE SISMIQUE	28
3. LE RISQUE D'AVALANCHE	28
4. LE RISQUE D'EBOULEMENTS ET CHUTE DE BLOCS	29
5. LE RISQUE D'INONDATION ET LE RISQUE TORRENTIEL	29
6. LE RISQUE MINIER	29
7. LE RISQUE DE FEU DE FORET	30
D. MILIEU BIOLOGIQUE	31
1. VEGETATION	31
2. FAUNE	35
3. ZONAGES REGLEMENTAIRES ET INVENTAIRES	42
4. LES FONCTIONNALITES ECOLOGIQUES	50
E. CONTEXTE HUMAIN	54
1. POPULATION	54
2. PATRIMOINE CULTUREL ET ARCHEOLOGIQUE	54
F. PAYSAGE	56
1. GENERALITE	56
2. GRAND PAYSAGE	56
3. VISIBILITE DU PROJET	58
4. SENSIBILITE PAYSAGERE	61
G. CADRE REGLEMENTAIRE	62
1. DOCUMENT D'URBANISME COMMUNAL	62
H. SYNTHESE DES ENJEUX ET INTERRELATIONS	66
I. CONTRAINTES ET POTENTIALITES	68
J. PRÉCONISATIONS	69

I. INTRODUCTION

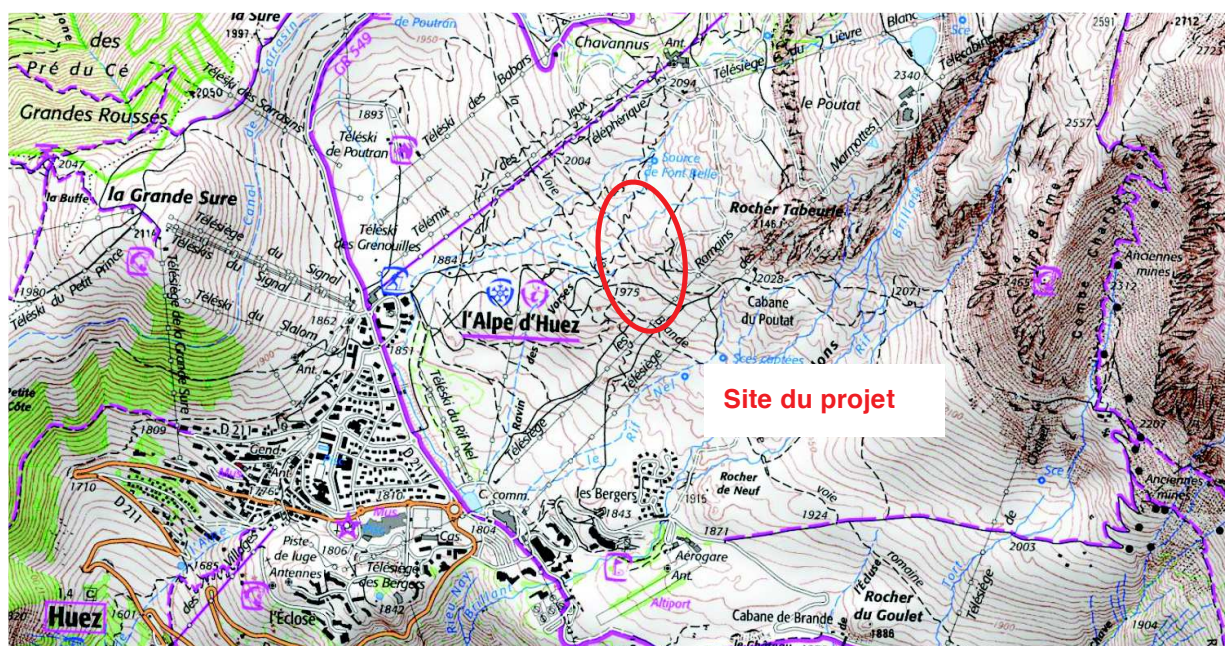
A. CONTEXTE DE LA MISSION

1. Contexte du projet

La présente Notice environnementale concerne le projet d'aménagement de la partie basse de la piste existante de retour sur la zone des Bergers, qui se développe sur le territoire de la commune d'Huez, dans le département de l'Isère (38), en région Rhône Alpes.



Cet aménagement est situé en partie intermédiaire du domaine skiable, en amont de la zone d'urbanisation.



Localisation à l'échelle locale
Source du fond de carte : Géoportail, Juin 2017.



Domaine skiable

2. Principe du projet

Source : SATA, Juin 2017.

Nature des travaux

Les travaux consistent en la réalisation de terrassements sur un secteur de la piste existante de retour sur le quartier des Bergers afin de la rendre plus ludique et d'y implanter un réseau d'enneigeurs.

La piste sera aménagée sur une bande skiable de 20 mètres de large et une longueur de 460 mètres. Un réseau de 7 enneigeurs sera implanté sur cette assiette.

Le terrain sera modelé de manière à réduire le devers de la bande skiable. La largeur sera portée à 20m. Les terrassements seront généralement réalisés sur de faibles épaisseurs, inférieures à 2 m. La pente des talus sera la plus douce possible (1 dans 2 ou 50%)

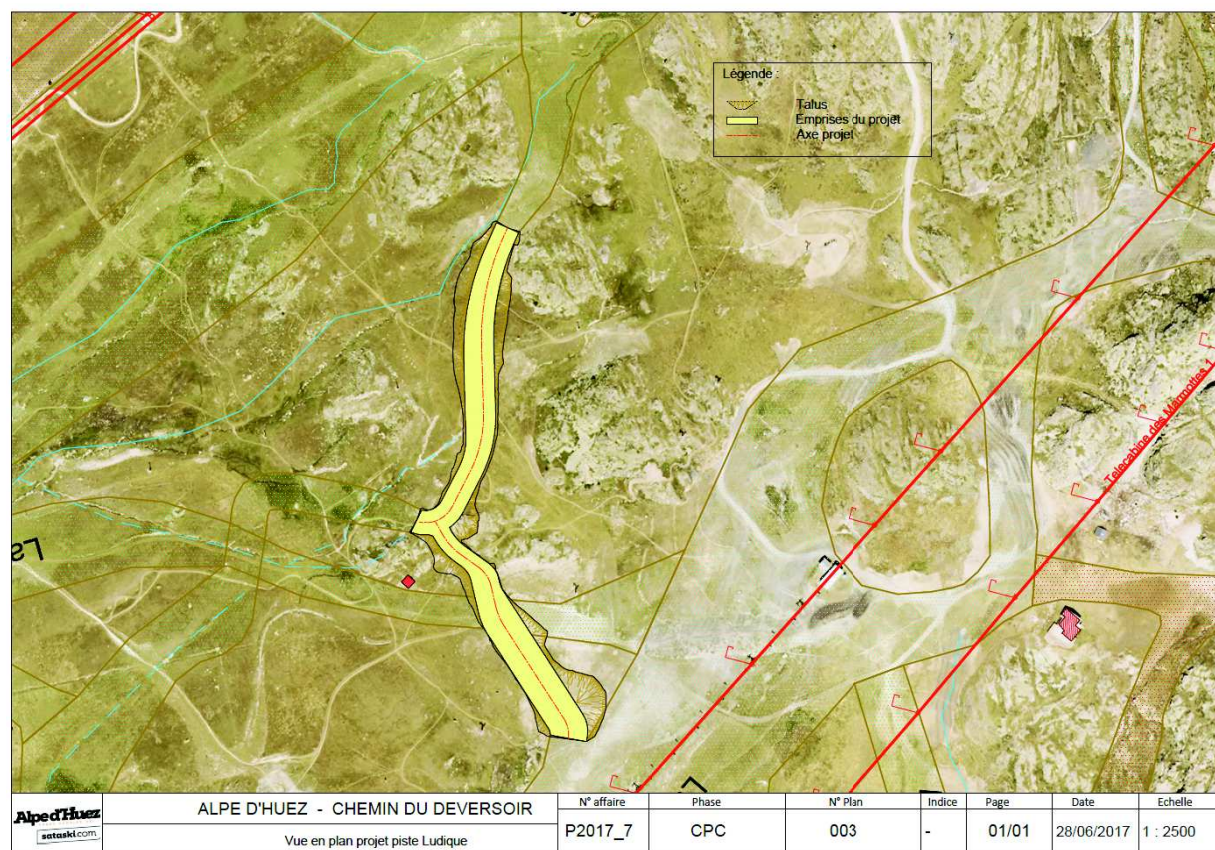
Le décapage de la terre végétale sera réalisé sur 30cm sur l'emprise des travaux. La terre végétale sera stockée dans un lieu proche puis remise en place avant l'engazonnement.

Les travaux de déblaiement seront réalisés par des engins adaptés au site, tels que pelles à chenilles, pelles-araignées, BRH.

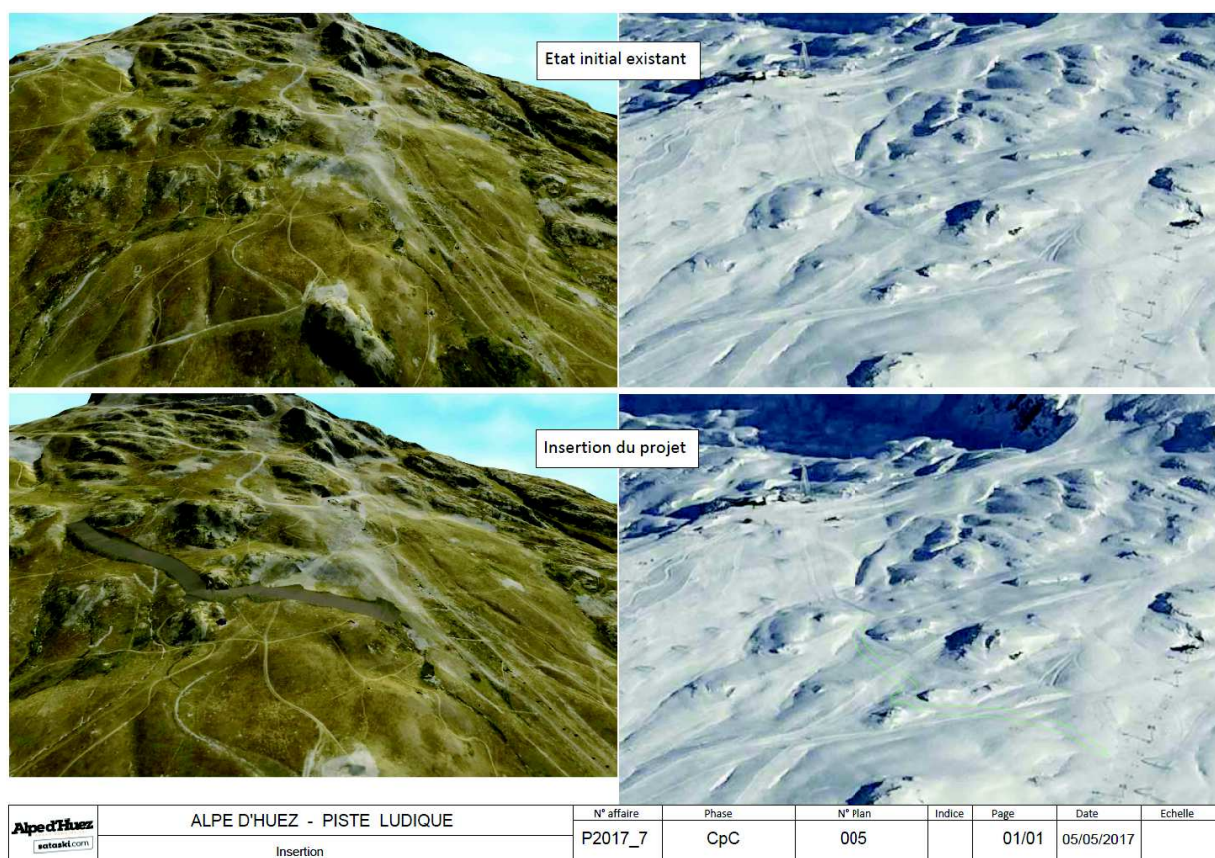
Les matériaux seront évacués sur les creux de remblaiement par des tombereaux articulés. Les déblais seront utilisés en remblais sur site.

Les sommets de talus seront arrondis pour rattraper le terrain naturel en place. Après remblaiement soigneusement compacté, la terre végétale sera remise en place et re-végétalisée.

La piste sera aménagée sur **une longueur de 460 mètres** et la surface concernée par les travaux est de **1,6 Ha**.



Plan du projet
Source : SATA, Juin 2017.



Insertion du projet
Source : SATA, Mai 2017.

B. LEGISLATION

1. Concernant la réglementation des ETUDES D'IMPACT

La procédure des Études d'impact **est régie par les articles L. 122-1 et suivants du Code de l'Environnement**, articles relatifs aux études d'impact, ainsi que par différents textes réglementaires (loi, décrets, directives, et circulaires – cf. liste ci-après).

Le **décret n° 2011-2019 du 29 décembre 2011** portant réforme des études d'impact des projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements est paru au JO du 30 décembre 2011, en application de la loi Engagement National pour l'Environnement (dite loi Grenelle 2) du 12 juillet 2010 et a été modifié suite à la réforme d'août 2016.

Depuis le **01 juin 2012** (date d'entrée en application du décret), seuls sont soumis à étude d'impact les projets mentionnés en annexe à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement (disparition du seuil financier / pris en compte d'une nomenclature).

En fonction des seuils définis par la nomenclature du décret, celui-ci impose : soit une étude d'impact obligatoire en toutes circonstances ; soit une étude d'impact au cas par cas, après examen du projet par l'autorité de l'Etat compétente en matière d'environnement.

La nomenclature a été modifiée par le **Décret n° 2016-1110 du 11 août 2016** relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes.

Ici, le projet est concerné par la rubrique n° 44 (d) uniquement.

CATÉGORIES D'AMÉNAGEMENTS, d'ouvrages et de travaux	PROJETS soumis à étude d'impact	PROJETS soumis à la procédure de « cas par cas » en application de l'annexe III de la directive 85/337/ CE
43. Pistes de ski, remontées mécaniques et aménagements associés.	b) Pistes de ski (y compris les pistes dédiées à la luge lorsque celles-ci ne comportent pas d'installation fixe d'exploitation permanente) d'une superficie supérieure ou égale à 2 hectares en site vierge ou d'une superficie <u>supérieure ou égale à 4 hectares hors site vierge.</u>	b) Pistes de ski (y compris les pistes dédiées à la luge lorsque celles-ci ne comportent pas d'installation fixe d'exploitation permanente) d'une superficie inférieure à 2 hectares en site vierge ou d'une superficie <u>inférieure à 4 hectares hors site vierge.</u>

La piste sera aménagée sur **une longueur de 460 mètres** et la surface concernée par les travaux est de **1,6 Ha**.

Le projet est donc soumis à la procédure de « cas par cas » au titre de la rubrique 43 (b).

2. Concernant les autres réglementations

D'après ses caractéristiques, le projet est soumis aux réglementations suivantes :

Articles L. 214-1 et suivants du Code de l'Environnement

(anciennement Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992).

Le Code de l'environnement précise la nomenclature des opérations qui sont soumises soit à déclaration, soit à autorisation en fonction de leur importance.

Du fait de sa nature et de ses caractéristiques, le projet ne rentre dans aucune rubrique de cette nomenclature.

Le projet n'est soumis ni à **AUTORISATION** ni à **DECLARATION** au titre de la nomenclature Loi sur l'Eau, codifiée par le Code de l'environnement.

Code de l'Urbanisme

Le Code de l'Urbanisme précise la nomenclature des opérations qui sont soumises, soit à permis, soit à déclaration en fonction de leur importance.

Type de travaux	Projet	Procédure
Aménagement piste de ski	À moins qu'ils ne soient nécessaires à l'exécution d'un permis de construire : <ul style="list-style-type: none">- Création ou modification de piste dont les affouillements ou les exhaussements du sol excèdent deux mètres de hauteur et qui portent sur une superficie supérieure ou égale à deux hectares.- Création ou modification de piste dont les affouillements ou les exhaussements du sol excèdent deux mètres de hauteur et qui portent sur une superficie supérieure ou égale à 100 m² dans des secteurs sauvegardés, sites classés et réserves naturelles Article L473-1 à 473-3 du code de l'urbanisme.	D.A.A.P Demande d'Autorisation D'aménagement des pistes de ski alpin = Permis d'Aménager

Le projet est soumis à une procédure de **DEMANDE D'AUTORISATION D'EXECUTION DE TRAVAUX (DAET)** au titre du Code de l'urbanisme.

Code forestier

D'après la circulaire du 28 mai 2013, la réécriture du code forestier résultant de l'ordonnance du 26 janvier 2012 et du décret du 29 juin 2012 a restructuré le code en vue d'une simplification de sa lecture.

Sont soumis à la réglementation du défrichement les bois et forêts des particuliers et ceux des forêts des collectivités territoriales et autres personnes morales visées à l'article 2° du I de l'article L.211-1 relevant du régime forestier.

L'article L.341-1 du code forestier définit le défrichement, comme se caractérisant par **la destruction de l'état boisé d'un terrain et la suppression de sa destination forestière**. Les deux conditions devant être vérifiées simultanément.

De plus, est considéré comme un **défrichement direct**, une opération volontaire ayant pour effet de détruire le peuplement forestier et de mettre fin à sa destination forestière. **Il est donc nécessaire, pour caractériser un défrichement, qu'il y ait une coupe rase des arbres avec destruction des souches et changement d'affectation du sol.**

Tout défrichement nécessite l'obtention d'une autorisation préalable de l'administration, sauf s'il est la conséquence indirecte d'opérations entreprises en application d'une servitude d'utilité publique (distribution d'énergie).

Lorsque la réalisation d'une opération ou de travaux soumis à autorisation administrative nécessite un défrichement, l'autorisation de défrichement doit être obtenue préalablement à la délivrance de cette autorisation administrative excepté pour les opérations prévues par la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées énumérées au titre 1er du livre V du code de l'environnement (il s'agit par exemple des carrières, des décharges, des déchetteries). En particulier, l'autorisation de défrichement est un préalable pour la délivrance des permis de construire.

L'instruction des deux procédures peut toutefois être engagée en parallèle, si l'accusé de réception du dossier de demande de défrichement complet est joint aux autres demandes d'autorisation administrative.

Pour être enregistrés complets par la DDT, les dossiers de demande d'autorisation de défrichement doivent comporter : soit une étude d'impact, soit une décision dispensant le projet d'étude d'impact.

De même, les demandes d'autorisation de défrichement doivent comporter dans les cas prévus par le code de l'environnement, une évaluation d'incidence au titre de la procédure Natura 2000.

Type de procédure	Superficie < 10ha	10 ha< Superficie < 24,99ha	Superficie> 25 ha
Etude d'impact (EI)	Au cas-par-cas, décidée par l'Autorité Environnementale (AE). En cas de non-nécessité d'étude d'impact, l'AE délivre une attestation indiquant que le défrichement n'est pas soumis à EI		EI Systématique
Enquête publique (EP)	Pas d'enquête (même si défrichement soumis à étude d'impact)	EP si étude d'impact	EP Systématique

Le projet ne nécessite pas de défrichement, il n'est donc pas soumis à **DEMANDE D'AUTORISATION** au titre du Code Forestier.

II. ETAT INITIAL

Cette Notice environnementale a été conduite de façon à identifier et à qualifier les enjeux environnementaux ainsi que les sensibilités du milieu naturel concernés par le projet.

Elle a été réalisée par :

Elisabeth Pédrón

(Ingénieure écologue, botaniste – Gérante du Cabinet Symbiose environnement)

L'état initial a été réalisé à partir d'un constat qualitatif (qualité, sensibilité, vulnérabilité) et quantitatif (emprise du projet) établi notamment sur la base de l'analyse de :

1/ l'analyse des données bibliographiques disponibles concernant le site et ses alentours,

2/ la réalisation d'une visite de terrain réalisée par nos soins le 30 mai 2017.

Cette démarche a permis d'adapter le projet afin de réduire ses impacts sur le milieu naturel.

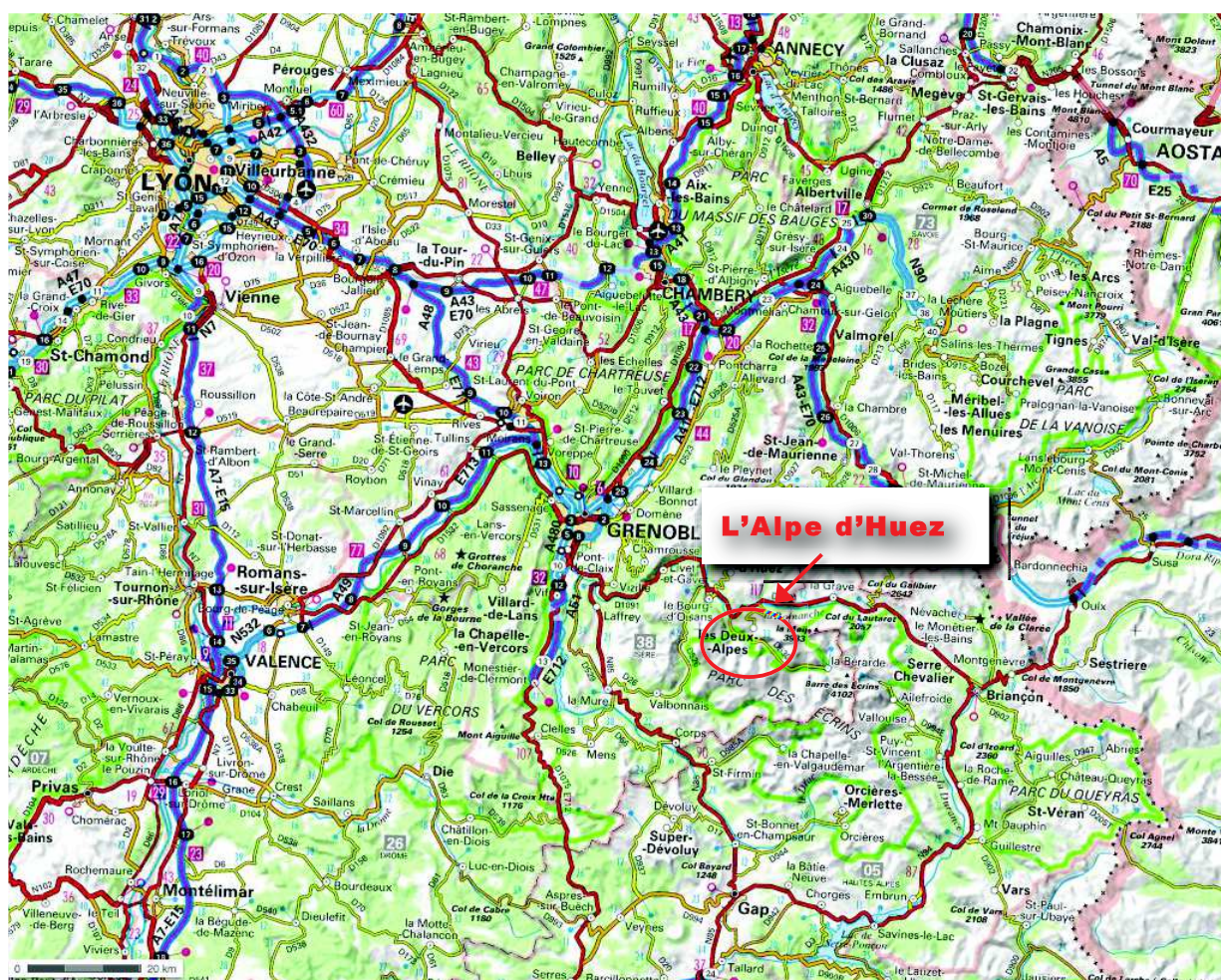
A. MILIEU PHYSIQUE

1. Situation géographique

Localisation du projet

Le projet se situe sur le territoire de la **commune d'HUEZ-EN-OISANS** (code INSEE 38 191) à l'EST du département de l'Isère (38), dans la région **Rhône-Alpes**.

La commune d'HUEZ est située à 63 km de Grenoble et 15 km du chef-lieu de canton, Bourg d'Oisans, par la route départementale 211.



Localisation à l'échelle départementale
Source du fond de carte : Géoportail, Mars 2017.

Le territoire de la commune s'étend sur une superficie de plus de 2 032.9 hectares et se localise entre 1 050 et 3 050 mètres d'altitude sur le flanc de la vallée de l'Oisans.

Il est entouré par les communes de :

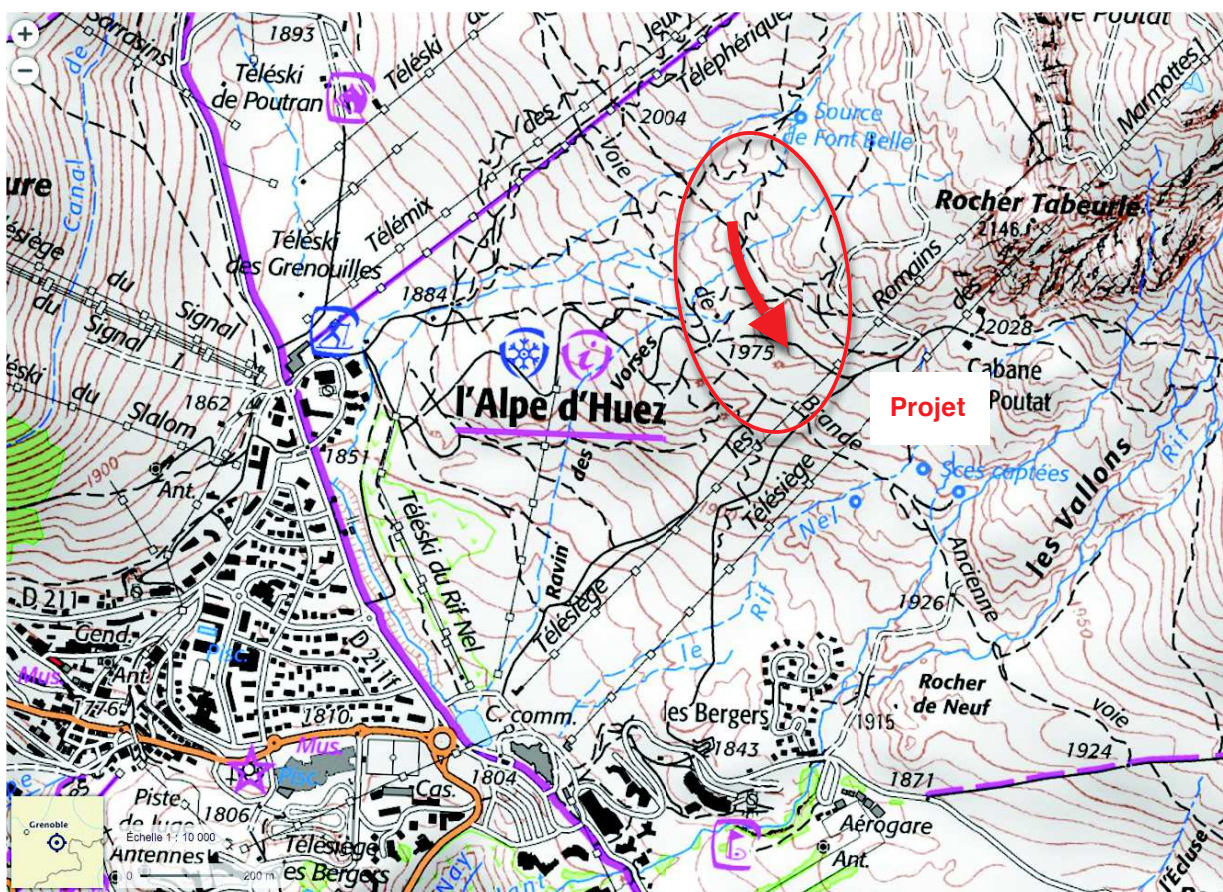
- OZ,
- LE FRENEY-D'OISANS,
- AURIS,
- LA GARDE
- VILLARD-RECULAS.

Le projet est situé exclusivement sur le territoire de la **commune d'HUEZ**.



Aire d'étude

Le site d'étude est situé dans le domaine skiable et concerne une **piste existante**, dans le secteur bas du domaine skiable.



Localisation à l'échelle locale
Source du fond de carte : Géoportail, Juin 2017.

Accès

Accès au site du projet

Le projet est facilement accessible, par les différentes voies d'accès existantes.

2. Relief et topographie

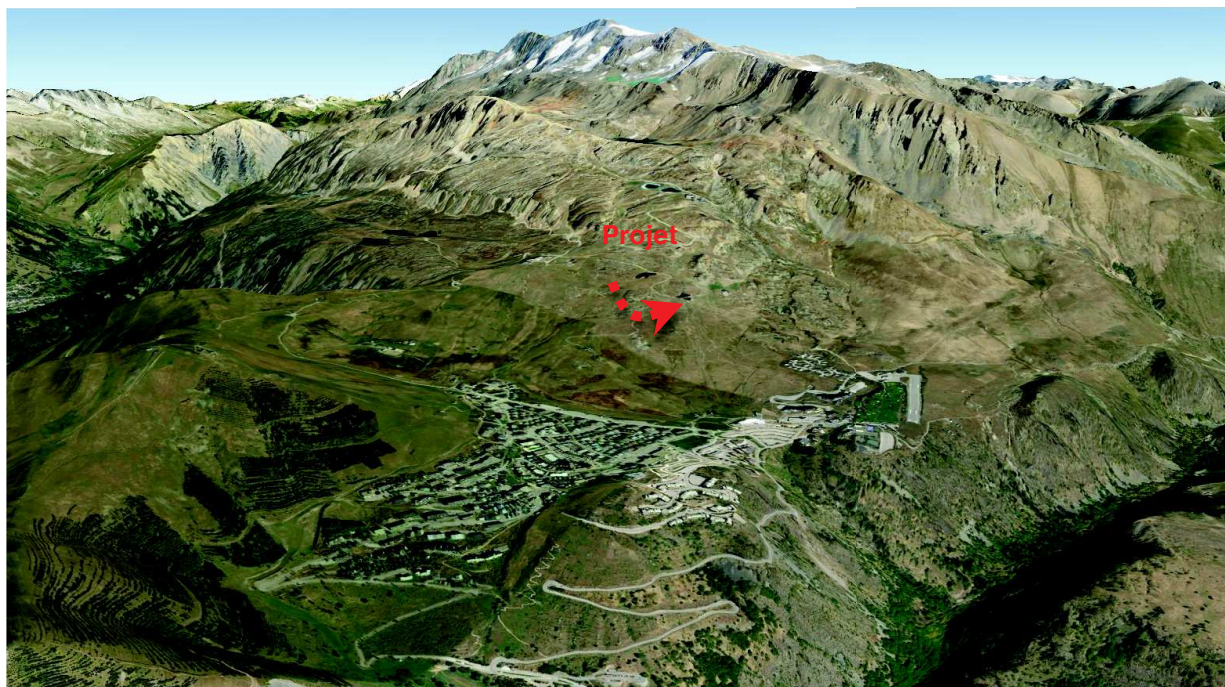
Le projet se développe entre 2 040 m et 1 960 m d'altitude en aval du Rocher Tabeurle.



Aperçu du relief du site.
Source : Google Earth, Juin 2017.



Aperçu du relief du site.
Source : Google Earth, Juin 2017.



*Aperçu du relief du site.
Source : Google Earth, Juin 2017.*

La pente de ce versant, globalement exposée SUD OUEST, est relativement homogène.

Le projet traverse la pente en aval du Rocher Tabeurle en se faufilant entre les rochers, en direction du quartier des Bergers.



*Aperçu du relief du site.
Source : photographie, EP, Mai 2017.*

B. MILIEU HYDROLOGIQUE

1. Eaux souterraines

Alimentation en eau potable

Source : PLU.

Les captages d'eau potable

La commune est alimentée en eau potable par le captage du lac Blanc.

Le prélèvement effectué au moyen d'un captage sous-glaciaire est partagé entre l'alimentation en eau potable et l'alimentation de retenues utilisées pour l'enneigement artificiel. L'ouvrage de captage a été réalisé à la fin des années 1960, puis mis en service en 1971 et augmenté en 1991. Les travaux ont été particulièrement importants puisqu'une galerie de 240m de longueur (section 2,20m x 2,00m) a été creusée dans la bordure en rive droite du lac pour accéder à la cote 2505 (cote des prises d'eau).

Un arrêté préfectoral de 1966, fait état d'une autorisation de prélèvement de 70l/s. Dans le cadre de la procédure PLU, une demande de protection des captages avec la définition de périmètres de protection a été réalisée ainsi qu'une actualisation de la DUP de 1966, pour une requête demandant une autorisation de prélèvement de 100l/s.

A signaler également le captage des Chavannes, alimentant une commune voisine.

Les périmètres de captages

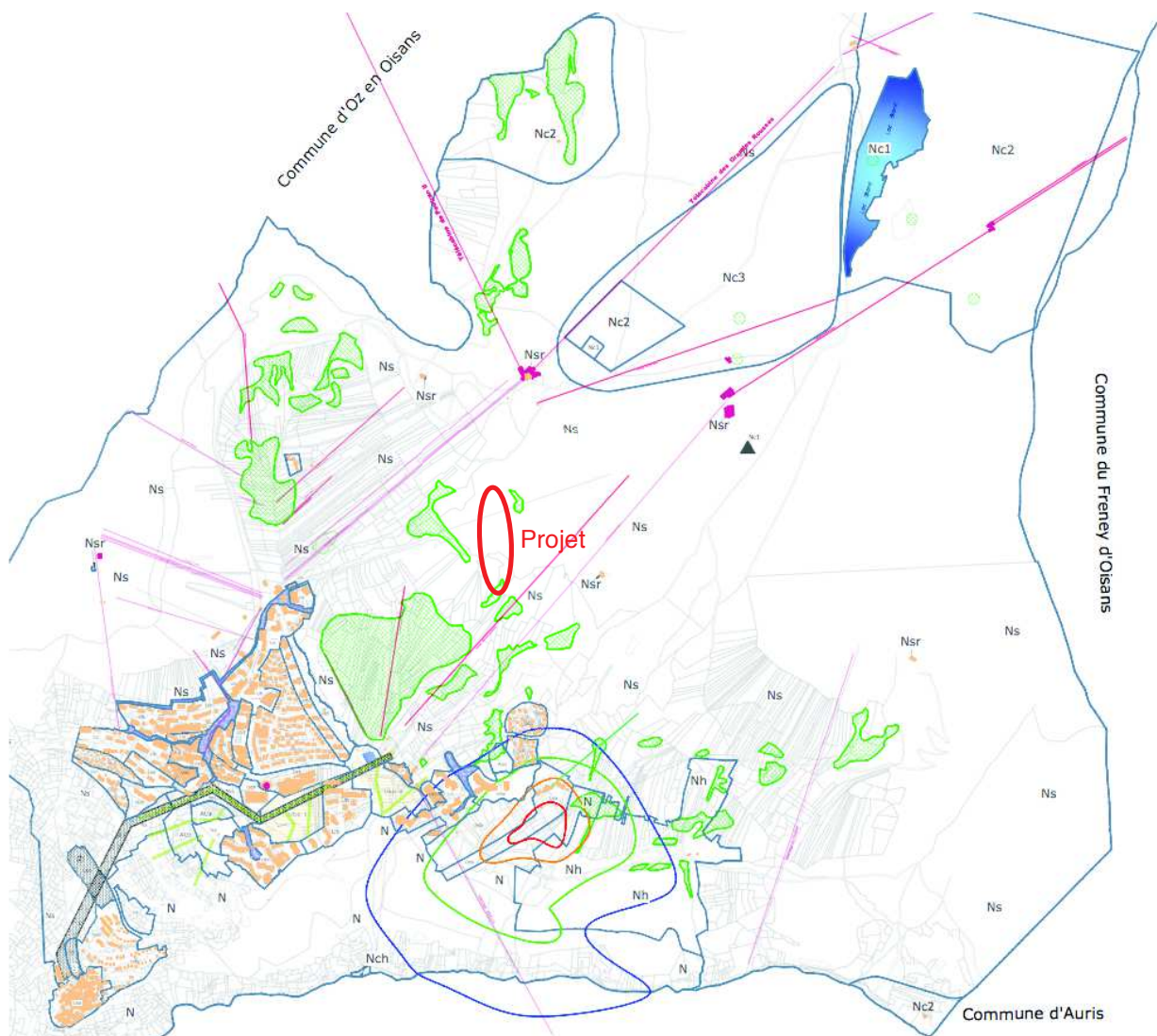
En complément des actions générales de préservation des milieux, les périmètres de protection s'affirment comme l'outil privilégié pour prévenir et diminuer toute cause de pollution susceptible d'altérer la qualité des eaux prélevées. Les périmètres de protection correspondent à un zonage établi autour des points de prélèvement d'eau destinés à la consommation humaine en vue d'assurer la préservation de sa qualité. Définis sur la base de critères hydrogéologiques, ils conduisent à l'instauration de servitudes.

Il existe trois types de périmètres :

- Le périmètre de protection immédiate : il correspond à l'environnement proche du point d'eau. Il est acquis par la collectivité, clôturé, et toute activité y est interdite. Il a pour fonction principale d'empêcher la détérioration des ouvrages et d'éviter les déversements de substances polluantes à proximité immédiate du captage.
- Le périmètre de protection rapprochée : il délimite un secteur, en général de quelques hectares, en principe calqué sur la « zone d'appel » du point d'eau. Il doit protéger le captage vis-à-vis de la migration souterraine des substances polluantes. A l'intérieur de ce périmètre, toutes les activités susceptibles de provoquer une pollution sont interdites ou soumises à des prescriptions particulières (constructions, rejets, dépôts, affouillements, épandages...).
- Le périmètre de protection éloigné : facultatif, il correspond à la zone d'alimentation du point d'eau, voire à l'ensemble du bassin versant. Il est créé dans le cas où certaines activités peuvent être à l'origine de pollutions importantes et lorsque des prescriptions particulières paraissent de nature à réduire significativement les risques.

Les captages en eau potable de la commune sont protégés par des servitudes de protection (reportés sur le plan du PLU).

Plusieurs périmètres de protection sont à signaler sur le territoire de la commune d'HUEZ : captage du lac Blanc, captage des Chavannes, portion de périmètre de protection d'un captage situé sur la commune d'Auris, portion de périmètre de protection d'un captage situé sur la commune d'Oz en Oisans.



Extrait du PLU de la commune
Source : PLU Révision simplifiée n°1

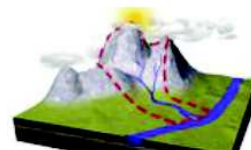
Le projet ne recoupe aucun périmètre de protection de captages d'eau potable public Déclaré d'Utilité Publique.

2. Eaux superficielles

Généralité :

L'hydrologie est assujettie aux conditions du milieu géographique. Ses caractéristiques résultent de la synthèse d'une foule de facteurs physiques et humains.

La surface réceptrice des eaux qui alimentent une nappe souterraine, un lac, une rivière ou un réseau complexe est le bassin versant. Le bassin versant est délimité par une ligne de crête, et sur lequel chaque goutte d'eau tombée s'écoule vers une même rivière. On le définit par sa morphométrie, ses caractères climatiques, sa géologie, sa végétation, ses sols.



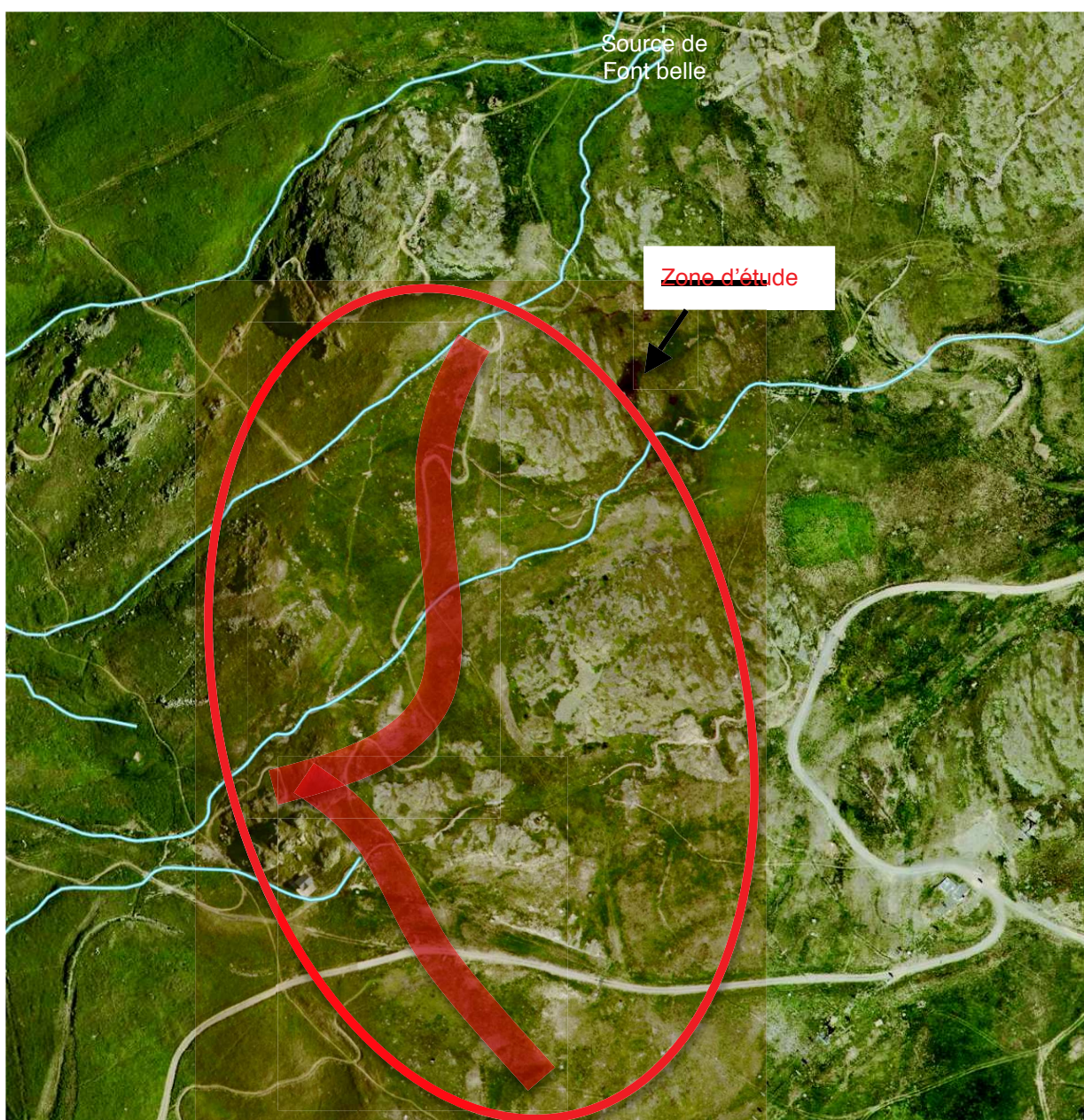
La nature géologique des bassins versants joue un rôle déterminant à la fois sur la capacité des roches à former des réserves souterraines et sur la densité du réseau hydrographique.

Réseau hydrographique

En montagne, le régime des cours d'eau du site est de type nival, caractérisé par des hautes eaux de printemps, lorsque la neige fond, et un double étiage, le premier à la fin de l'été et le second en hiver, lorsque toute l'eau météorique est stockée en altitude sous l'effet du gel.

La cartographie signale trois ruisseaux dans l'emprise de la zone d'étude :

- un ruisseau en provenance de la source de Font Belle située en amont de la zone d'étude. Celui-ci présente un lit bien marqué et un écoulement qui semble être permanent.
- un ruisseau en provenance du Rocher Tabeurle.
Au niveau du projet, seuls de gros blocs rocheux encaissés dans le sol laissent imaginer un ruissellement souterrain au moment de la fonte des neiges. Mais aucun écoulement n'a été observé à la hauteur du projet. Un lit bien marqué apparaît plus bas, bien en aval du projet, avec une végétation hydrophile indiquant que les écoulements doivent être permanents.
- un ruisseau émergeant en aval du projet, mais aucun lit, ni écoulement n'a été observé.



Réseau hydrographique du site d'étude
Source : Géoportail, Juillet 2017.